

QUE RETENIR DE LA «CONFÉRENCE DE PARIS SUR LA LIBYE NOUVELLE» «L'avancée algérienne» sur le dossier

Que retenir de la conférence sur l'après-Kadhafi qui s'est tenue jeudi 1^{er} septembre à Paris ? D'abord un succès diplomatique incontestable pour Sarkozy. Puis une unanimité des 63 pays ou institutions participantes pour la reconnaissance du CNT et un accord total pour le déblocage de 15 milliards de dollars du montant total des avoirs libyens (50 milliards pour l'instant en attendant un inventaire complet) gelés par le Conseil de sécurité. Ensuite des craintes que l'après-Kadhafi ne sombre et ressemble à l'après-Saddam en Irak. Même si ces appréhensions ne sont pas exprimées explicitement, elles figurent toutefois en filigrane dans les déclarations de nombreux participants. Et enfin, pour la diplomatie algérienne, la présence du ministre algérien des Affaires étrangères à cette grand-messe cautionnant par sa présence cette rencontre mais qui n'éclaire pas davantage sur la position de notre pays sur le présent et l'avenir de la Libye.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Les 63 pays et organismes (ONU, UE,) présents à Paris jeudi à la conférence internationale pour le soutien à la Libye nouvelle (une nouvelle autre appellation de cette rencontre), ont tracé ce qu'ils appellent «une feuille de route au CNT libyen» pour gérer la suite des opérations et dont les grandes lignes ont été résumées au cours de la conférence de presse qui a suivi la rencontre.

Deux affirmations d'abord : il n'y a aucune fatalité à l'opposition entre Orient et Occident et par ailleurs les valeurs de la démocratie sont universelles et valent autant pour les peuples arabes que pour les peuples d'Europe, la démocratie étant un droit. C'était important de le rappeler, Sarkozy l'a fait en préambule et ce n'était pas inutile.

Au-delà, les participants — et notamment les responsables du CNT (le président Mustafa Abdeljalil et le numéro 2 Mahmoud Jibril) — ont demandé la levée du gel des avoirs libyens. Demande qui aurait été acceptée à l'unanimité et d'ores et déjà, a annoncé Sarkozy, il a été décidé de dégeler 15 milliards de dollars qui viennent s'ajouter aux 3,5 milliards déjà libérés par les Etats-Unis, la France et la Grande-

Bretagne. Cet argent, a-t-on dit hier, détourné par Kadhafi et ses proches et sbires, doit revenir au peuple libyen.

En contrepartie, parce qu'il y en a une, le CNT s'est engagé à «veiller à ce que les avoirs libyens soient utilisés au nom du peuple libyen d'une manière transparente et vérifiable». Même si elle a été la seule, Hilary Clinton a demandé, qu'en échange du dégel, le CNT s'engage à combattre l'islamisme.

Le deuxième volet, d'importance, notamment dans le contexte actuel caractérisé par une résistance de Kadhafi et de ses troupes, même en grande partie décimées, est d'ordre militaire : ainsi il a été décidé de la poursuite des frappes de l'Otan, tant que le despote libyen continue à constituer une menace pour son peuple et tant qu'il n'aura pas été arrêté comme ils ont exprimé leur volonté de continuer à protéger les civils libyens conformément aux résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité.

Enfin, les participants ont obtenu du CNT l'engagement d'un processus de réconciliation et de pardon. Comment ? Aucune précision sur cette «rahma» n'a été donnée.

Enfin, il a été décidé que «les Nations Unies auront un rôle central à jouer pour coordonner les efforts internationaux en appui de la transition

politique et de la reconstruction de la Libye», comme il a été demandé à l'ONU «de considérer la délégation du CNT comme représentante légitime du peuple libyen». Ce n'est pas chose faite et un projet de résolution est à l'écriture pour faire avaliser toutes les décisions. Obtenir un consensus pour l'adoption de cette future résolution ne va pas être facile de l'aveu même de Sarkozy et de David Cameron qui reconnaissent en conférence de presse que les choses ne sont pas aussi simples, mais que le peuple libyen est décidé.

Lorsque ont été interpellés les dirigeants du CNT sur les dissensions au sein même du CNT et l'assassinat non encore élucidé du général Younès et son remplacement par un islamiste, ancien combattant en Tchétchénie et en Afghanistan, la réponse du président du CNT s'est limitée au seul assassinat de Younès, informant que l'enquête en cours sur ce crime sera rendue publique et qu'actuellement ce qui intéresse le CNT c'est de savoir s'il n'y a pas derrière ce meurtre une organisation et non un acte isolé de personnes dont certaines ont été arrêtées.

Le clou pour nous, lors de cette conférence, est naturellement cette interpellation du



Mourad Medelci.

Photo : Samir Sid

président du CNT par le correspondant à Paris de la chaîne Al Jazeera : «Il y a une tension entre vous et votre voisin l'Algérie. Est-ce que l'Algérie est prête à reconnaître le CNT et cette reconnaissance va-t-elle faciliter les relations entre vous ?»

Abdeljalil ne s'est pas empêché de rappeler que «l'Algérie est un pays membre de la Ligue arabe et qu'à ce titre elle a voté la résolution onusienne qui a mené au blocus et à la zone d'exclusion aérienne», poursuivant cependant : «Nous ne prenons pas toujours au sérieux certains points. Nos frères algériens ont fait peut-être quelques commentaires mais qui ont été exagérés par les médias. Nous apprécions le peuple algérien, frère des Libyens.»

Même si la question ne lui était pas posée, Sarkozy est revenu sur l'Algérie, déclarant : «Le ministre des Affaires étrangères (algérien) était là. C'est un geste que nous apprécions. Il était porteur d'un message chaleureux qu'il m'a transmis de la

part du président Bouteflika. Mais la Chine était présente, la Russie, le Brésil. Les choses progressent. Est-ce à dire que nous sommes d'accord sur la prochaine résolution ? Non, mais cela progresse.» Cette déclaration sur l'Algérie que personne n'attendait de Sarkozy est en totale cohérence avec la position de l'Algérie qui a largement évolué depuis 72 heures et qui, d'un refus net de reconnaissance du CNT, d'une présence non annoncée, sinon très tardivement, à la rencontre de Paris, d'explications alambiquées données sur l'accueil de la famille Kadhafi, se rallie petit à petit à la nouvelle donne. Pour s'en convaincre, extraits

d'une interview de Mourad Medelci à El Kabach sur Europe 1 à quelques heures de la conférence : «L'Algérie a marqué sa différence au début du conflit tout simplement parce qu'elle a porté espoir que l'affaire libyenne va être réglée par la paix sans intervention d'une force étrangère.»

Et comme pour répondre au ministre français des Affaires étrangères, il a affirmé qu'il n'y a aucune ambiguïté dans la position de l'Algérie qui a dit son mot. Elle l'a dit au sein de la Ligue arabe dans un cadre démocratique.

Et plus précis : «Si l'on considère aujourd'hui que la position de l'Algérie est ambiguë, c'est très bien. Parce qu'il y a quelques semaines, on considérerait tout simplement que l'Algérie était du côté d'Al Kadhafi. Je crois qu'il y a une avancée.»

Et d'espérer «maintenant que la paix va venir et que les lampions de la guerre vont s'éteindre, la vérité sur le comportement de l'Algérie va être révélée». Il n'y a sans doute pas que notre ministre pour souhaiter des révélations sur le comportement de l'Algérie. Ce sont tous les citoyens de notre pays qui sont dans cette attente sinon de révélations, au moins d'un minimum d'informations qui puissent nous éclairer.

K. B.-A.

À BRUXELLES, L'OTAN RÉFLÉCHIT À HAUTE VOIX SUR L'AVENIR DE LA LIBYE

Le contrat

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

La France et le Royaume-Uni, par l'odeur du pétrole alléchés, parlent, déjà, contrats, pourcentages, occupation de sols et de sous-sols, dividendes, prime aux premiers présents (d'un mot Paris et Londres ou Londres et Paris. L'Otan, l'architecte de la chute de Gueddafi, élabore sa stratégie à long terme, à très long terme au pays de Spartacus.

Selon certains historiens, en effet, la révolte des esclaves qui a ébranlé Rome était dirigée par un natif de la Tripolitaine, Spartacus.

A Bruxelles, l'Alliance a examiné plusieurs options concernant l'après-Gueddafi.

Selon les premières fuites otanesques sciemment distillées à la presse, Nato n'est pas pressé de quitter la Libye. «Nous avons le temps», a déclaré aux médias un haut responsable qui a tenu à garder l'anonymat.

L'agenda de l'Otan est autonome, il n'a rien à voir ou si peu avec les agendas des autres. Ceux des USA, de la France ou du Royaume-Uni. Conclusion dite par un autre décideur bruxellois de l'Otan : «La mission actuelle se poursuivra aussi longtemps que nécessaire.»

L'opération «Unifield Protector» a donc de beaux jours, de longs mois et de nombreuses années devant elle. Sans doute, les stratèges de l'Otan consentiront-ils, un jour, à en changer l'appellation, l'essentiel pour eux n'est pas d'y participer mais d'y rester. C'est la différence entre l'esprit olympique (l'essentiel, c'est de participer) et celui de l'Otan.

Avec à peu près mille kilomètres avec la Libye et, dorénavant, la présence de l'Otan, de la France et du Royaume-Uni à nos frontières, les pressions sur notre pays pour le neutraliser quant à une éventuelle agression contre la Syrie, l'Algérie a intérêt, grand intérêt, à ne pas se tromper d'analyse, d'époque, de situation ou sous-estimer la détermination des chefs actuels du monde. L'Algérie est, plus que jamais, dans l'œil du cyclone.

A. M.

ALGÉRIE - LIBYE

Les piques de Juppé

Alors qu'elle n'a pas fini de subir les assertions du CNT libyen l'accusant d'apporter un soutien au régime finissant de Kadhafi, l'Algérie s'est retrouvée jeudi cible de «piques» françaises à l'évidence fortement intéressées. Alain Juppé, le ministre français des Affaires étrangères, comme pour gêner l'Algérie présente à la conférence internationale d'aide à la Libye à Paris, a qualifié «d'ambiguë» la position algérienne vis-à-vis du conflit libyen.

Sofiane Aït Ifli - Alger (Le Soir) - La diplomatie française s'est autorisée une appréciation qu'elle s'était interdite jusque-là, y compris aux moments forts des polémiques entre Alger et les nouveaux maîtres de Benghazi.

La déclaration d'Alain Juppé, qui frise l'impair diplomatique, si c'en est un, n'est pas à mettre au registre des inadvertances diplomatiques qu'il arrive parfois d'enregistrer çà et là. Intervenue en marge de la conférence internationale d'aide à la Libye, organisée à Paris et à laquelle l'Algérie a

participé, l'appréciation procéderait du coup minutieusement calculé : celui qui vise à maintenir par tous les moyens la diplomatie algérienne bloquée vis-à-vis de la question libyenne. La sortie d'Alain Juppé prolonge, en vérité, une stratégie de blocage initiée au tout début de l'insurrection.

Une stratégie pensée ailleurs qu'à Benghazi mais que, pour l'asseoir, le CNT s'est chargé d'en fournir les prétextes sous forme d'allégations mensongères, lesquelles ont maintenu l'Algérie sur la défensive et réduit sa diploma-

tie à réagir par le démenti. On se rappelle que la première accusation relative à l'envoi de mercenaires pour aider le colonel Kadhafi à mater la rébellion a été délivrée depuis Washington par un membre du CNT certes mais depuis le siège d'une association qui preste comme lobby pour un régime voisin de l'Algérie. Dès lors, il devenait clair que des parties ont choisi de tabler sur le brasier libyen pour asseoir des intérêts géopolitiques. Pour ce faire, rien de mieux pour elles que d'instiguer une animosité entre les insurgés et l'Algérie. Ce qui a été fait.

Le CNT, qui avait besoin de soutiens pour en découdre avec Al Kadhafi, est allé de sa campagne d'accusations à l'encontre de l'Algérie, obligeant, à chaque fois, la diplomatie algérienne à démentir et à prendre à témoin l'opinion internationale quant à son engagement à respecter les résolutions du Conseil de sécurité. Le front diplomatique que

S. A. I.